Les banques se retirent du négoce des matières premières physiques

15/08/2013 à 6h00
Par Marc Roche

« *L'univers secret et fermé du négoce physique a mis à mal l'image policée des enseignes financières.* ». L'amende de 410 millions de dollars (309,1 millions d'euros) versée le 30 juillet par la banque JP Morgan Chase pour solder les poursuites de manipulation des prix de l'électricité aux États-Unis devrait accélérer le retrait annoncé de l'établissement américain du négoce des matières premières.

A l'image de JPMorgan, les principaux intermédiaires financiers présents dans le trading de matières premières physiques se séparent aujourd'hui de cette activité à la fois risquée et trop consommatrice en fonds propres.

> *En 2006, la banquière Blythe Masters avait reçu comme mission de son PDG, Jamie Dimon, de bâtir de toutes pièces une organisation destinée à faire de JPMorgan la banque leader du négoce des matières premières. Le défi était énorme: chasser du pinacle le leader Goldman Sachs et son challenger, Morgan Stanley.*

Pour ce faire, la responsable avait racheté les opérations de trading de Bear Stearns et une partie de celles d'UBS et de Royal Bank of Scotland, ainsi qu'une société britannique d'entrepôts. En investissant des milliards de dollars dans des hangars, oléoducs, mines ou usines, JPMorgan était devenu numéro deux mondial. Si, dans le pétrole, Goldman Sachs avait conservé son leadership, JPMorgan s'est imposé dans l'industrie des métaux et du gaz naturel.

Aujourd'hui, Blythe Masters est tombée de son piédestal, comme

en témoigne l'annonce, le 27 juillet de la cession de ses opérations de vente des matières premières physiques. Les concurrents de JPMorgan ne sont pas en reste. Goldman Sachs, Morgan Stanley, Deutsche Bank et UBS cherchent aussi à réduire leur présence ou à se séparer d'un négoce physique de moins en moins rentable.
Une étude récente réalisée par le cabinet de conseil londonien Coalition montre que les revenus des banques tirés du négoce physique sont passés de 14 milliards de dollars en 2008 à 6 milliards de dollars en 2012.

Spéculation et manipulations
Comment expliquer un tel recul ? Il y a quelques années, l'achat de sites industriels ou d'infrastructures de transport et de logistique permettait aux banques de se procurer des informations précieuses sur l'offre et la demande. Ces renseignements étaient transférés aux traders, en particulier ceux spéculant sur les contrats à terme liés à des matières premières, alimentant ainsi les profits des banques.
Depuis la crise, les contraintes réglementaires s'appliquant aux banques se sont renforcées. Les régulateurs et les banques centrales exigent désormais qu'elles augmentent leurs fonds propres. Or, les activités de trading sont grandes consommatrices de capitaux. Aux États-Unis, l'interdiction de la quasi-totalité des opérations des banques sur compte propre ainsi que le resserrement des contrôles des risques ont diminué l'attractivité du secteur.
Si la Réserve fédérale américaine examine l'abandon de l'autorisation donnée, il y a une décennie, aux banques de posséder des actifs de matières premières physiques, c'est aussi en raison des scandales à répétition qui ont frappé la profession.
Argent, pétrole, électricité, gaz naturel, aluminium… ont été éclaboussés par de sombres affaires de manipulation des cours, de délits d'initiés ou d'escroqueries. L'univers secret et fermé du négoce physique a mis à mal l'image policée des enseignes financières.

Enfin, les banques sont soumises à la rude concurrence des négociants spécialisés en matières premières. Les Glencore, Trafigura ou Cargill disposent d'un réseau d'influence considérable et de moyens techniques, humains et financiers à la hauteur de leurs ambitions.
Le Monde via Polémia

(Merci à NOP)